Unia Zentralsekretariat
Abteilung Politik

Weltpoststrasse 20
CH-3000 Bern15
T +41 31 350 21 11
F +41 31 350 22 11
http://www.unia.ch

Die Gewerkschaft.
Le Syndicat.
Il Sindacato.

Berne, juillet 2019

INFO ÉCONOMIQUE II/2019

Résumé

La conjoncture mondiale a perdu de son élan au deuxième semestre 2018. La production industrielle s'est même légèrement contractée. En Suisse aussi, la croissance industrielle a ralenti, et donc la conjoncture s'est assombrie. Une raison importante de cette baisse de la croissance mondiale tient à des effets spéciaux, notamment à la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, au Brexit et aux nouvelles dispositions réglant l'admission des véhicules neufs en Chine et en Europe. L'emploi affiche bien une évolution positive, et le chômage reflue. Mais la situation est moins rose pour les sans-emploi: le nombre de personnes en fin de droit ne reflue pas. L'évolution des salaires demeure insatisfaisante, tandis que le pouvoir d'achat est soumis à des pressions persistantes.

Dans un proche avenir, la performance économique de la Suisse ne devrait progresser que modérément. Tant la léthargie des autres pays que l'évolution timide de la demande intérieure priveront l'économie d'un coup de pouce supplémentaire. Nous prévoyons pour 2019 une croissance du PIB de l'ordre de 1,5%. Le taux de chômage devrait toutefois poursuivre sa décrue à 2,3%, et le renchérissement avoisiner 0,4%.

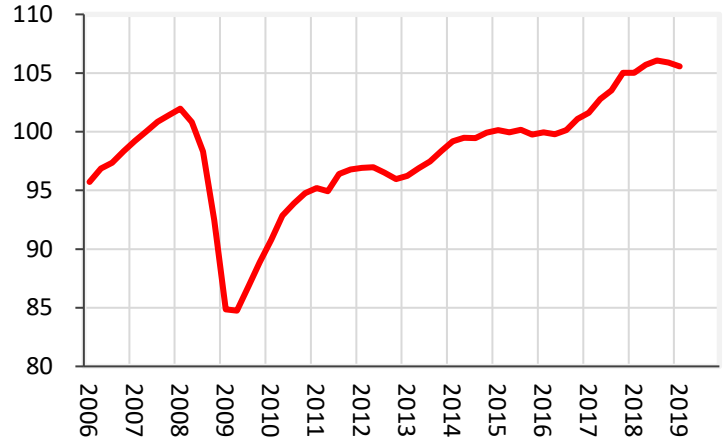
Ralentissement conjoncturel dans l'industrie, effet stabilisateur de la demande interne

1. Faiblesse des exportations et de la production industrielle, conjoncture intérieure plus positive

La conjoncture mondiale a perdu de son élan au deuxième semestre 2018. La production industrielle – important indicateur de la situation conjoncturelle – s'est même légèrement contractée à la fin de 2018/au début de 2019. Les exportations de marchandises ont fléchi au même rythme. Les causes ne sont pas faciles à identifier. Il est bien clair qu'il ne s'agit pas d'un ralentissement classique après une phase de surchauffe conjoncturelle. Les capacités de production ne sont plus autant sollicitées, et l'inflation est faible. Sur la base des informations disponibles, on est en présence d'une simple baisse de croissance, renforcée par un cumul d'effets spéciaux. Trois facteurs méritent d'être mentionnés:

- guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, même si son impact économique direct est souvent surestimé (voir encadré 1);
- développements liés au Brexit: la situation économique s'est péjorée au Royaume-Uni ces derniers mois, alors qu'au début de 2019 les stocks étaient encore pleins;
- nouvelles dispositions réglant l'admission des véhicules neufs – d'abord en Europe, désormais en Chine: les clients attendent au lieu d'acheter une nouvelle voiture.

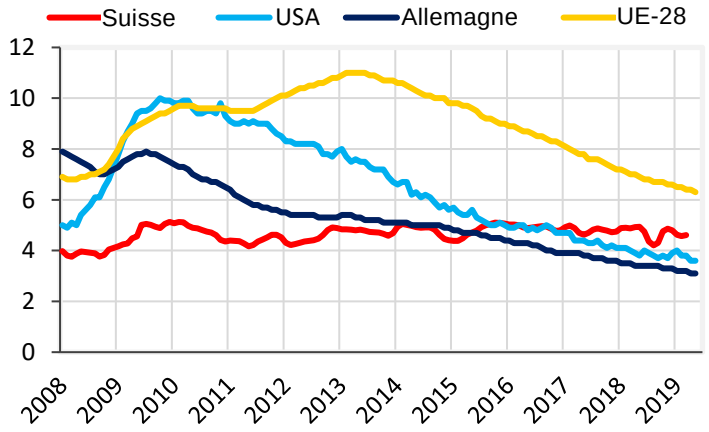
Production industrielle dans l'OCDE
(2015=100, données corrigées des variations saisonnières)



Source: OCDE

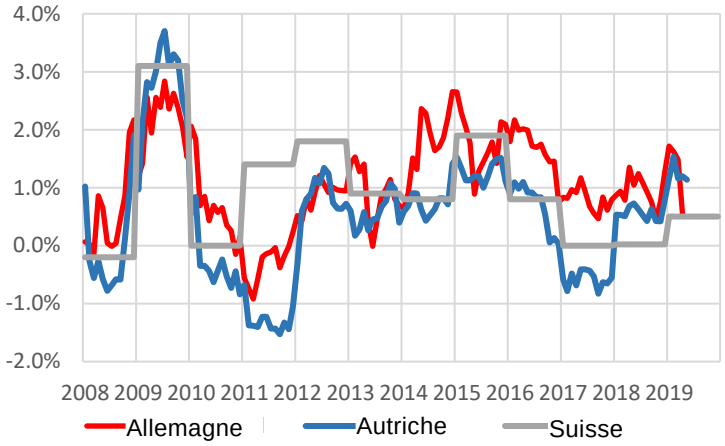
Fait positif, l'emploi n'a pas souffert de la faible croissance affichée par l'industrie. Dans la zone euro, il a progressé au 1er trimestre 2019 de 1,3% (par rapport à l'année précédente). Aux États-Unis également, l'évolution de l'emploi est clairement positive. Par conséquent, le nombre de sans-emploi a poursuivi sa décrue dans la plupart des pays. L'Allemagne se rapproche de son socle incompressible de 3%. Dans la zone euro, le taux de sans-emploi a retrouvé avec 7,5% son niveau d'avant la crise financière.

aux de sans-emploi
(données désaisonnalisées, selon OIT, en pour-cent)



Source: Eurostat, OFS

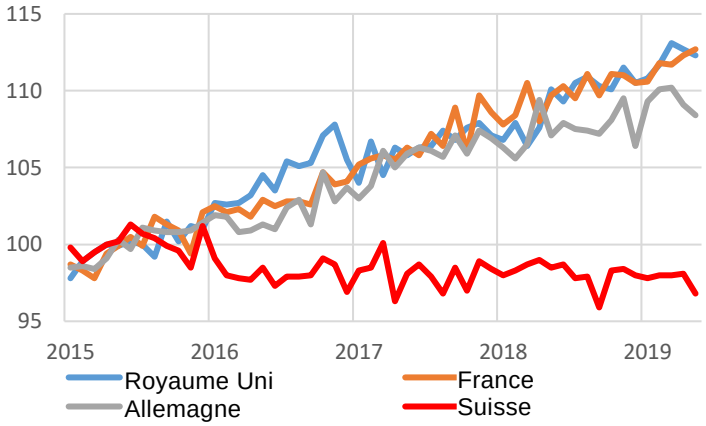
Salaires conventionnels réels
(variation par rapport à l'année précédente)



Source: Deutsche Bundesbank, Statistik Austria, OFS

La bonne situation du marché du travail a profité aux salaires. En Allemagne et en Autriche, la plupart des salaires réels ont augmenté ces derniers temps de plus de 1%. Les revenus ont progressé, ce qui se remarque toujours plus dans la consommation privée et dans le commerce de détail. Le chiffre d'affaires réel du commerce de détail a augmenté dans la plupart des pays européens, mais aussi aux États-Unis. L'Allemagne reste toutefois un peu à la traîne, malgré des mesures ayant renforcé le pouvoir d'achat (p. ex. retour au financement paritaire de l'assurance-maladie). Le vrai problème de l'Allemagne reste donc d'actualité: les entreprises et l'État y accumulent des richesses considérables, alors que le pouvoir d'achat des travailleurs/-euses ordinaires n'augmente que faiblement. Même le FMI le déplore entre-temps.[1] En réalité, la plus grande économie de la zone euro devrait jouer un rôle de locomotive dans la situation conjoncturelle d'aujourd'hui. Mais dans l'ensemble, sa demande intérieure a contribué à stabiliser la conjoncture à l'étranger.

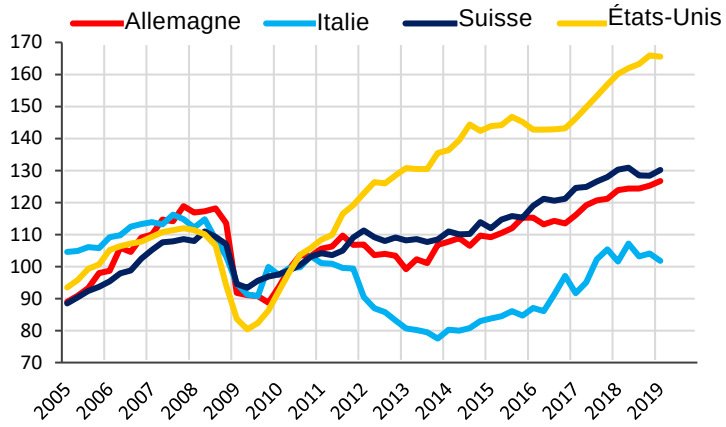
Chiffres d'affaires du commerce de détail, en termes réels
(2015=100, données corrigées des variations saisonnières)



Source: Eurostat

Grâce aux impulsions venant du marché intérieur, le produit intérieur brut est en hausse dans la plupart des pays. Au premier trimestre 2019, Le PIB de l'UE a progressé de 1,5% (par rapport à l'année précédente). L'économie américaine a même enregistré un bond de 3,2%. La baisse de régime dans l'industrie a toutefois laissé des traces dans l'activité d'investissement. Comme les capacités de production étaient moins sollicitées, les investissements d'agrandissement ont légèrement diminué. Les investissements des entreprises en machines et en véhicules (investissements en biens d'équipement) ont augmenté un peu moins vite, voire stagné. Mais fait réjouissant, il n'y a pas eu à ce jour de recul significatif.

Investissements réels en biens d'équipement
(2010=100, données corrigées des variations saisonnières)



Source: OCDE

Encadré 1: Retombées directes limitées de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine

Beaucoup d'observateurs sont d'avis que la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine est une cause majeure de la morosité conjoncturelle actuelle. Or diverses simulations effectuées à l'aide de modèles aboutissent à une image différente. Selon une estimation du FMI[2] (voir ci-dessous), même l'introduction de droits de douane de 25% sur tous les produits importés de Chine aurait des effets directs limités sur le PIB (voir scénario «Trade war with China» dans la figure ci-après). Le cas échéant, le PIB américain serait 0,3% moins élevé et le PIB chinois 0,6% en deçà de son niveau actuel. Les autres pays, à l'instar de l'Allemagne, profiteraient plutôt de la situation.

Il en irait différemment si les États-Unis introduisaient des droits de douane de 25% sur toutes leurs importations automobiles (scénario «Auto tariffs»). Les fabricants ou fournisseurs automobiles basés au Canada et au Mexique seraient les premiers lésés (effet sur le PIB proche de -0,8%). Les deux autres scénarios modélisent les effets d'un accord (peu réaliste) entre les États-Unis et la Chine, destiné à éliminer le déficit commercial à l'aide de mesures librement consenties (scénario «Trade deal»).

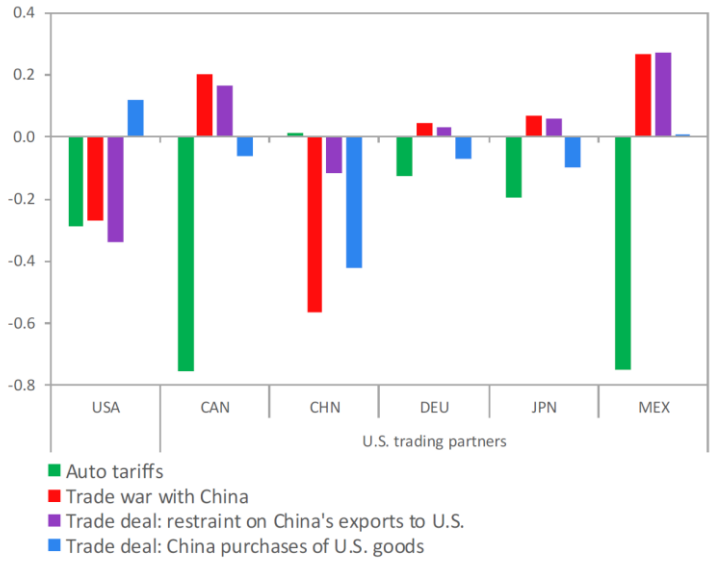
---

[1] https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2019/07/09/Germany-2019-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-47093

[2] Caceres, C. et al. (2019): Trade Wars and Trade Deals: Estimated Effects using a Multi-Sector Model, https://www.imf.org/~/media/Files/Publications/WP/2019/WPIEA2019143.ashx. Voir aussi Fajgelbaum, P. et al. (2019): The Return to Protectionism, https://www.nber.org/papers/w25638.

Impact sur le PIB des restrictions du commerce extérieur

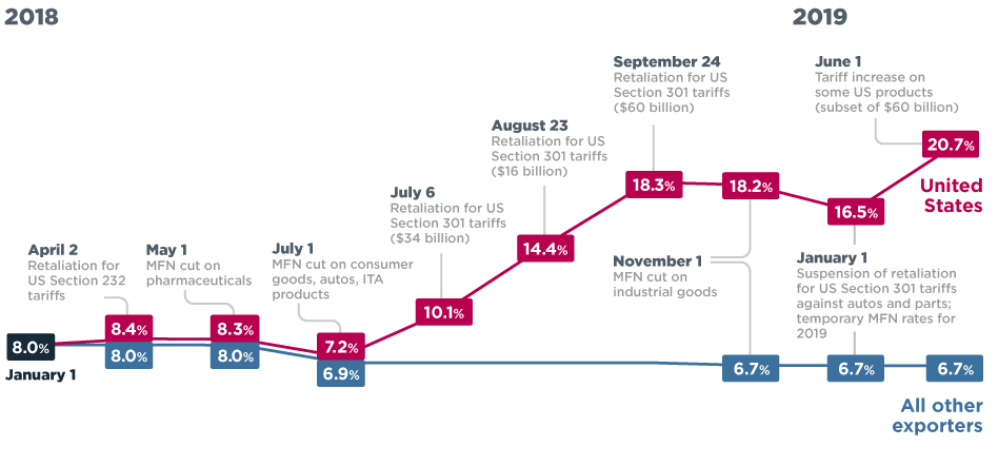
(écart par rapport à une évolution sans restrictions, en pour-cent)



Le gouvernement Trump a introduit des droits de douane de près de 25% sur la moitié des importations en provenance de Chine. En réaction, la Chine a majoré les droits de douane perçus sur les produits américains. Au début de juin, le taux de douane moyen se situait à 20,7%. Les droits de douane appliqués aux autres partenaires commerciaux sont par contre restés inchangés, voire ont légèrement diminué (voir graphique ci-dessous).[3]

Figure 1

China's average tariff rate is climbing on US goods and falling for the rest of the world



PIIE

ITA = Information Technology Agreement; MFN = most favored nation

Note: Trade-weighted average tariffs computed from product-level tariff and trade data, weighted by US exports to the world in 2017.

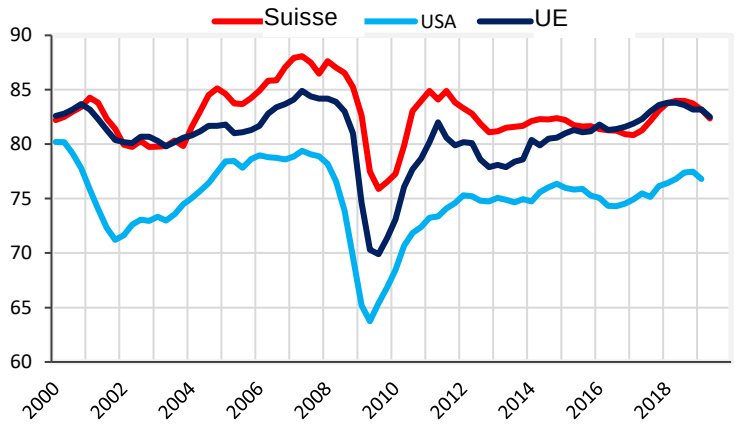
Sources: Constructed by the authors with data from Trade Map and Market Access Map (International Trade Centre, marketanalysis.intracen.org) and China's Ministry of Finance's announcements (as linked in appendix table A.1).

[3] https://www.piie.com/blogs/trade-investment-policy-watch/trump-has-gotten-china-lower-its-tariffs-just-toward-everyone

2. Croissance relativement faible de l'économie mondiale

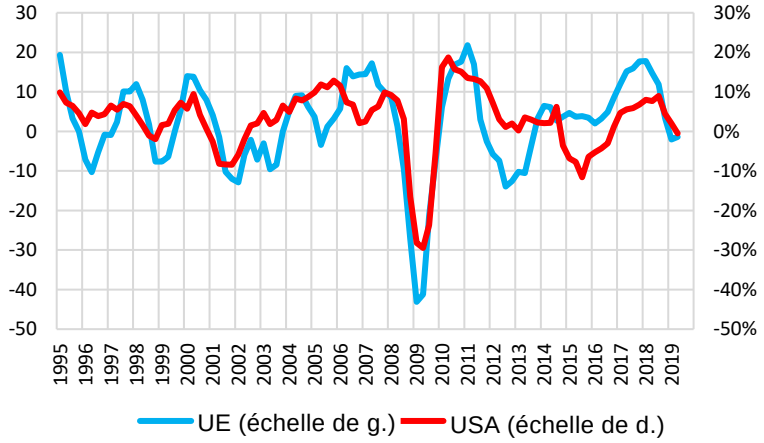
Les perspectives conjoncturelles à court terme restent incertaines – en raison notamment de facteurs politiques difficiles à prévoir (guerre commerciale, Brexit, etc.). Les entrées de commandes dans l'industrie stagnent, dans l'UE comme aux États-Unis. Les entreprises, dont le taux d'utilisation des capacités tend à diminuer, restent frileuses en matière d'investissement. Le recrutement de personnel devrait s'en ressentir, dans l'industrie notamment. La conjoncture intérieure conservera, dans un proche avenir, un important rôle de stabilisation. D'où l'importance que les revenus des ménages et la consommation progressent plus vigoureusement, sinon il n'y aura aucune impulsion de croissance. Il faudrait encore un revirement dans la politique budgétaire européenne. Car les États persistent à mener une politique d'austérité, alors même qu'en cette période de taux d'intérêts négatifs, ils pourraient gagner de l'argent en empruntant – l'Allemagne notamment. À l'heure où les besoins d'investissement et de renouvellement sont considérables.

Exploitation des capacités dans l'industrie
(en pourcentage, données désaisonnalisées)



Source: KOF ETH, Eurostat, FRED

Entrées de commandes dans l'industrie
(UE: soldes selon enquête; USA: variations par rapport à l'année précédente, désaisonnalisées)



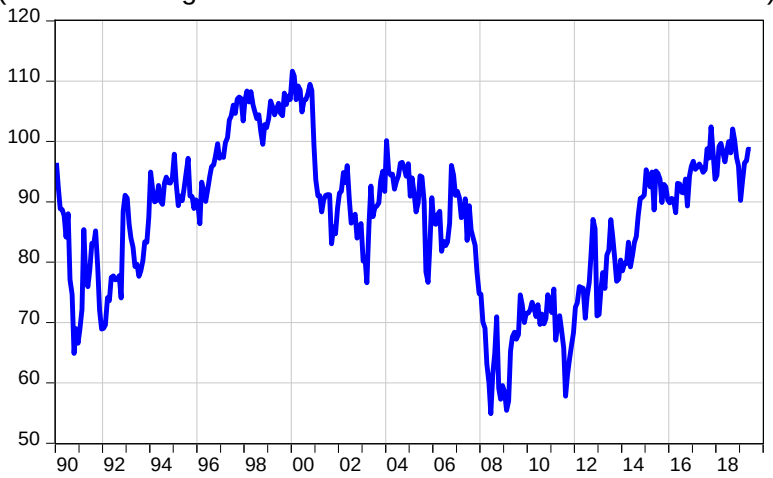
Source: Eurostat, FRED

Les enquêtes conjoncturelles font état d'une croissance faible ou du moins modérée – mais pas toutefois d'une récession. En Europe, la situation s'est surtout dégradée au Royaume-Uni. Après avoir reconstitué leurs stocks au premier semestre, les entreprises souffrent de la demande plutôt faible. Les sondages effectués font état d'une baisse de la production, parfois de réductions d'effectifs. Les perspectives sont un peu plus réjouissantes aux États-Unis. La confiance des consommateurs, indicateur fiable de l'évolution de l'économie américaine, a continué de se stabiliser. L'économie chinoise devrait poursuivre sa croissance, même si le rythme de son expansion industrielle devrait diminuer, en raison de la baisse de l'activité d'exportation.

Zone euro: indice des acheteurs PMI et croissance du PIB
(données désaisonnalisées, valeur de PMI supérieure à 50 = expansion = croissance du PIB)

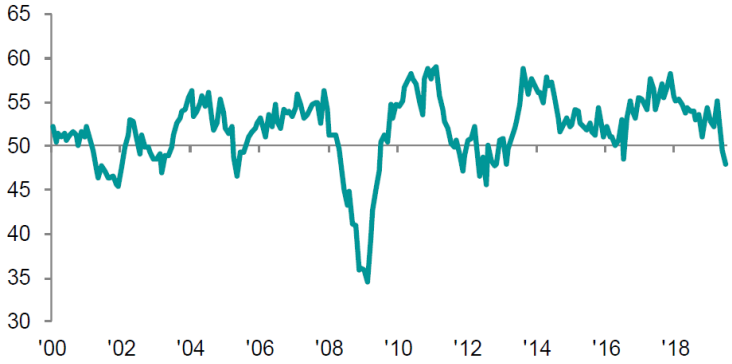
Source: Markit Economics

États-Unis: confiance des consommateurs
(données corrigées des variations saisonnières et aléatoires)



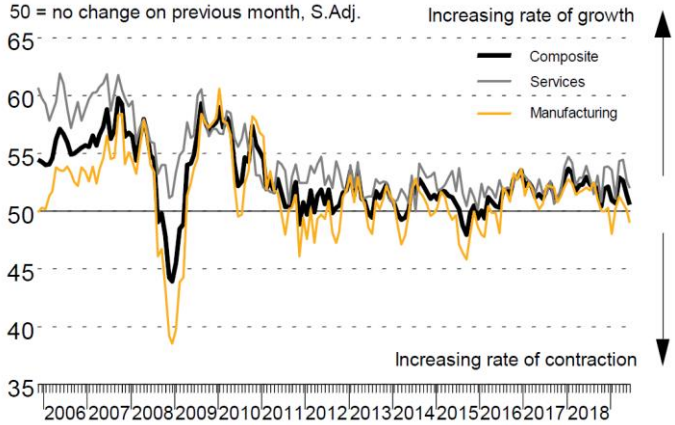
Source: Université du Michigan

Royaume-Uni: indice des acheteurs PMI dans l'industrie
(données désaisonnalisées, valeur de PMI supérieure à 50 = expansion = croissance du PIB)



Source: Markit Economics

Chine: indice des acheteurs PMI dans l'industrie
(données désaisonnalisées, valeur de PMI supérieure à 50 = expansion = croissance du PIB)



Source: Markit Economics

Les dernières prévisions indiquent au niveau mondial une croissance économique plutôt faible. Dans la zone euro, la croissance du PIB devrait atteindre 1,2% en 2019, puis 1,4% en 2020. Les experts se montrent plus confiants aux États-Unis. Le FMI par exemple s'attend pour l'année en cours à un taux de croissance du PIB de l'ordre de 2,3% (1,9% en 2020).[4]

Le renchérissement restera modéré selon les prévisions. L'inflation dans la zone euro devrait se situer à 1,3% en 2019 et 2020. Il est vrai qu'avec la pénurie de main-d'œuvre et les difficultés de livraison qui règnent aujourd'hui, la situation peut très vite changer. Il ne serait guère surprenant que les salaires progressent plus fortement et que les entreprises revoient à la hausse leur politique des prix. Les accords conventionnels à la hausse en Allemagne sont un premier indice d'une tendance des rémunérations à augmenter. Le salaire minimum allemand a d'ailleurs été revalorisé au 1er janvier 2019, de 8,84 euros à 9,19 euros. Il passera à 9,35 euros en 2020.

[4] https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2019/03/28/world-economic-outlook-april-2019

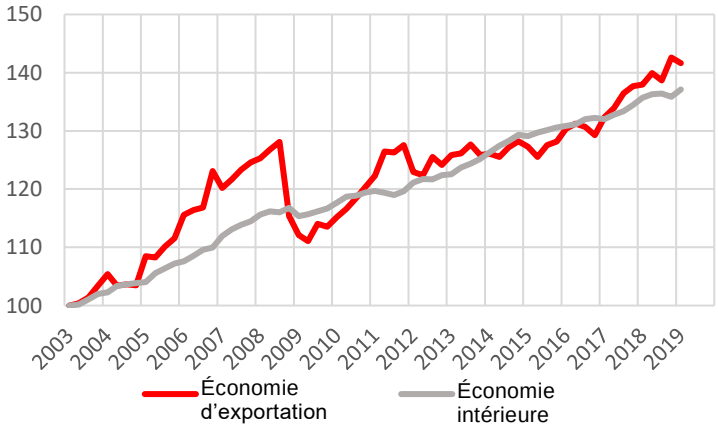
3. Suisse: repli de la production industrielle– demande intérieure insuffisante

En Suisse aussi, la conjoncture s'est essoufflée au semestre écoulé. Le PIB a certes encore augmenté vigoureusement pendant les trois premiers mois de 2019. Mais le climat d'affaires s'est dégradé par la suite, dans l'industrie surtout. Les données du PIB au deuxième trimestre ne sont pas encore disponibles. Toutefois, l'indice des directeurs d'achats dans l'industrie, dont les données vont jusqu'en juin, est tombé en dessous de 50 points, définis comme le seuil de croissance. Autrement dit, la production dans l'industrie s'est repliée. Dans le secteur des services, l'évolution a été fortement atténuée. Les valeurs sont restées au-dessus du seuil de croissance de 50, même si le rythme d'expansion est devenu un peu moins élevé.

Suisse: indices PMI Industrie et Services des directeurs d'achats
(données désaisonnalisées, valeur de PMI supérieure à 50 = expansion = croissance du PIB)

Source: Credit Suisse

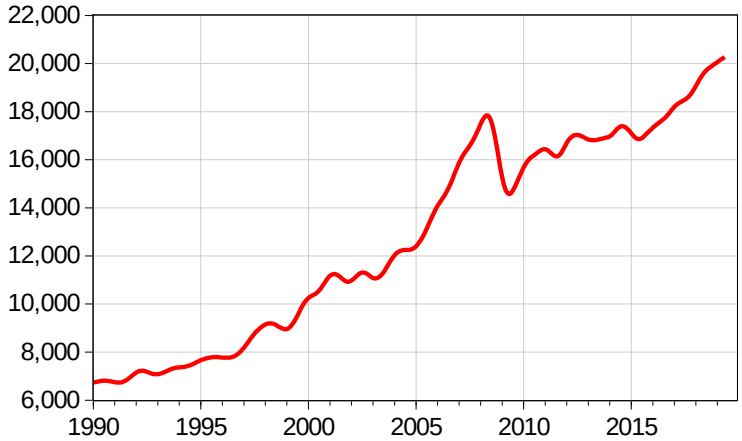
Création de valeur dans l'économie exportatrice et dans l'économie intérieure
(2003=100, données désaisonnalisées)



Source: OFS, SECO, calculs de l'USS

Les livraisons à l'étranger de machines industrielles, sensibles à la conjoncture, ont légèrement diminué. Mais ce ralentissement n'apparaît pas encore dans les statistiques des exportations. Une fois de plus, les exportations pharmaceutiques tiennent le haut du pavé. Cette catégorie d'exportations obéit à sa propre logique, et les réflexions des grandes entreprises y jouent toujours un rôle-clé (commerce intra-entreprise, prix de transit, effets de gamme, etc.).

Total des exportations nominales de marchandises
(données désaisonnalisées et corrigées des valeurs extrêmes, en millions de francs)



Source: AFD

Dans l'économie intérieure, les secteurs orientés vers la consommation comme le commerce de détail sont à la peine. Les chiffres d'affaires en termes réels sont actuellement au niveau de 2012, alors que la population a fortement augmenté entre-temps (voir ci-dessus le graphique du bas de la page 3). Cette évolution reflète l'évolution insuffisante du pouvoir d'achat. Les salaires ont eu tendance à croître faiblement, ces derniers temps surtout. Par contre, les cotisations aux caisses de pensions et les primes d'assurance-maladie ont renchéri. Et les retraites des quelque 90 000 nouveaux bénéficiaires de rentes sont en moyenne plus basses. Il n'est donc guère surprenant que les dépenses de consommation par habitant (sans la santé) tendent à diminuer depuis un certain temps déjà.

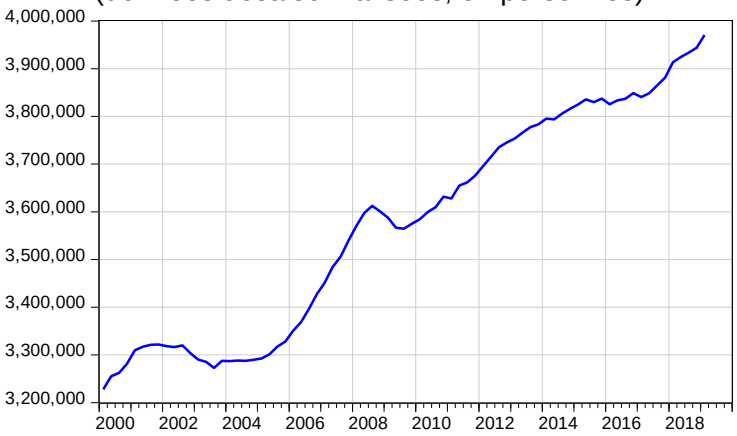
Revenus et consommation des ménages privés entre 2016 et 2018
(taux de variation en pourcentage)

	2016-2017		2017-2018	
	nominal	effectif	nominal	effectif
Masse salariale totale*	1.4%	0.9%	1.8%	0.9%
*Salaire par EPT**	*1.0%*	*0.5%*	*0.0%*	*-0.9%*
Revenu disponible*	0.5%	0.0%	ø	ø
Dépenses de consommation privées totales**	1.7%	1.2%	1.6%	1.0%
dont les dépenses de santé*	3.5%	3.9%	4.0%	5.0%
Dépenses de consommation privées par habitant	0.9%	0.4%	0.9%	0.4%
Dépenses de consommation totales hors santé	1.3%	-0.2%	0.9%	0.2%
Dépenses de consommation hors santé par habitant	0.6%	-1.0%	0.2%	-0.4%

* Prix épurés selon l'indice suisse des prix à la consommation
** Prix épurés avec déflateur de la consommation

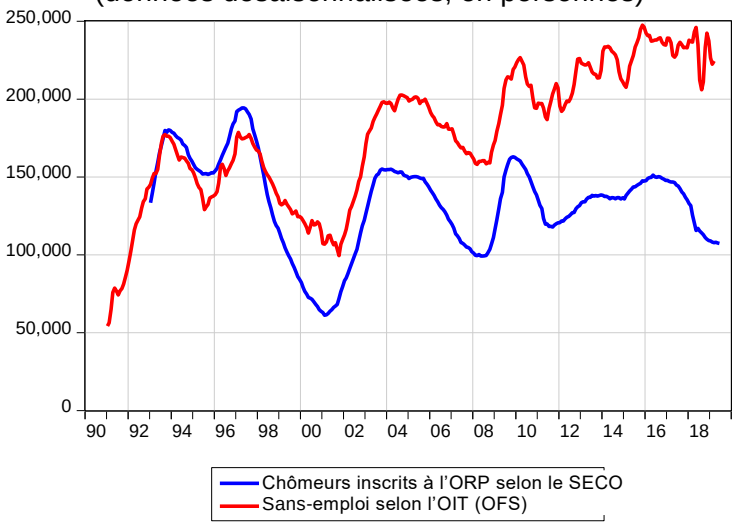
Même si la croissance s'avère fragile, l'emploi évolue favorablement. Les entreprises embauchent davantage. L'emploi mesuré en équivalents plein temps a continué d'augmenter au premier trimestre 2019, selon les chiffres de l'OFS. En l'absence des chiffres officiels jusqu'à l'été, les statistiques du chômage confirment une nouvelle amélioration sur le front de l'emploi. En juin, 107 000 personnes étaient encore enregistrées à l'ORP comme chômeuses (SECO, données désaisonnalisées). Cependant la statistique du chômage de l'OFS, qui inclut les personnes en fin de droit, invite à relativiser cette embellie. Plus de 220 000 personnes sont actuellement sans emploi. Les raisons de l'écart croissant entre ces deux statistiques ne sont pas tout à fait claires. Un facteur explicatif pourrait être la recrudescence des chômeurs âgés qui ne sont plus enregistrés dans les ORP, du fait de leur radiation de l'assurance-chômage. En outre, les jeunes ont plus difficilement accès aux indemnités journalières, notamment depuis la révision de la LACI de 2011.

Emploi en équivalents plein temps
(données désaisonnalisées, en personnes)



Source: OFS

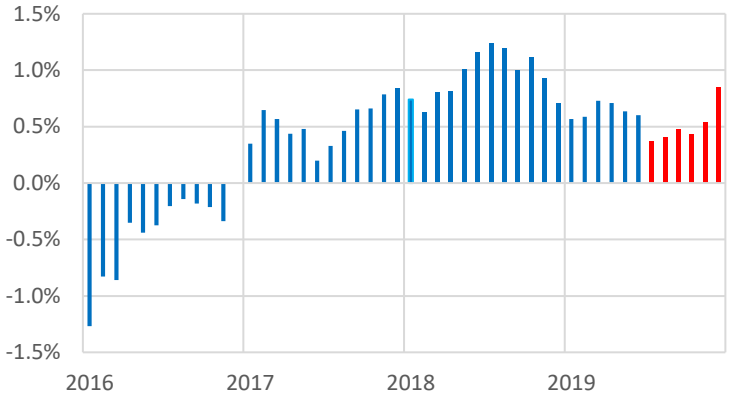
Taux de chômage et de sans-emploi
(données désaisonnalisées, en personnes)



Source: OFS, SECO

Le renchérissement reste modéré, avec 0,6% en juin. Or entre-temps, on constate que les prix d'une bonne partie des biens de consommation sont en hausse. Tant les produits indigènes que les marchandises d'importation se sont légèrement appréciés. Le renchérissement de base (hors pétrole et produits saisonniers) atteint entre-temps 0,7%. L'inflation annuelle devrait s'inscrire à 0,5% en 2019. Cette évolution tient principalement à l'augmentation du prix du pétrole ainsi qu'à la dépréciation du franc. Les loyers par contre ont peu renchéri.

Renchérissement selon l'indice national des prix à la consommation, et prévisions
(variation par rapport à l'année précédente en pourcentage; prévisions dès juillet 2019)

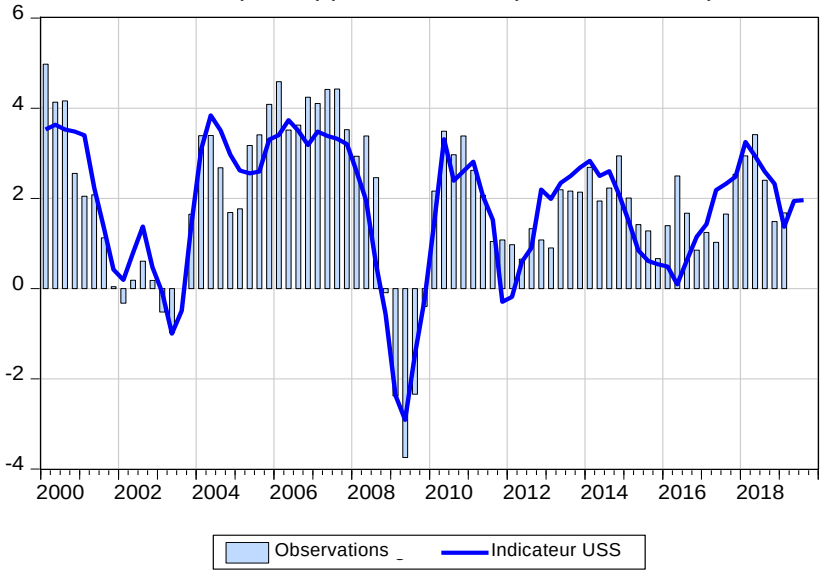


Source: OFS, USS

4. Croissance modérée de l'économie suisse

Dans un proche avenir, la performance économique de la Suisse ne devrait progresser que modérément. Tant la léthargie des autres pays que la stagnation du pouvoir d'achat et la politique de modération de dépenses des collectivités publiques priveront l'économie d'un coup de pouce supplémentaire. L'emploi progresse encore, et les salaires réels sont en hausse de 0,5%. Mais les cotisations aux caisses de pensions augmentent aussi, et les nouvelles rentes diminuent. Les facteurs d'incertitude demeurent bien entendu le cours du franc et, toujours plus, le marché du logement avec un taux d'inoccupation et un endettement hypothécaire en hausse. L'indice conjoncturel de l'USS prévoit au premier semestre 2019 des taux de croissance de l'ordre de 1,5%.

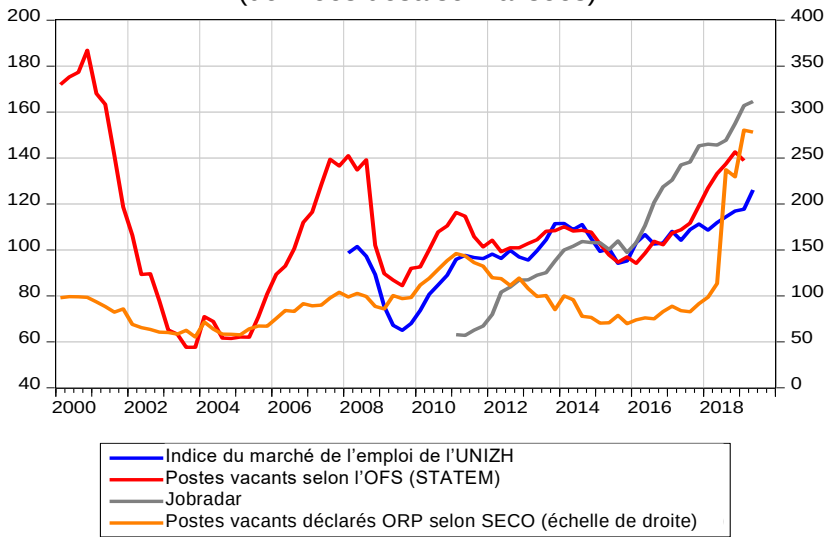
Croissance réelle du PIB et prévisions
(taux effectif, variation par rapport à l'année précédente en pourcentage)



Source: SECO, USS

Les atouts du marché du travail restent intacts. Selon la plupart des statistiques disponibles, le nombre de postes vacants a encore progressé, pour atteindre les sommets d'avant la crise financière. Les offres d'emploi parvenant aux ORP ont logiquement d'autant plus augmenté que depuis juillet 2018, il est obligatoire de signaler aux ORP tous les postes vacants. Le chômage devrait se situer en moyenne annuelle à 2,3% en 2019.

Indice des places vacantes: sources diverses
(données désaisonnalisées)



Prévisions conjoncturelles choisies
(indications en pourcentages)

	USS		KOF		SECO		Banque nationale suisse	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Croissance du PIB	1.5	-	1.6	2.3	1.2	1.7	1.5	-
Taux de chômage	2.3	-	2.4	2.4	2.4	2.6	-	-
Renchérissement	0.4	-	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6	0.7

Encadré 2: Méthode utilisée pour les prévisions conjoncturelles quantitatives de l'USS

L'USS travaille avec des modèles pour ses prévisions du PIB, du chômage et du renchérissement. Dans un premier temps, il s'agit d'identifier les données des enquêtes, les taux de change, les taux d'intérêt qui, par le passé, ont révélé un lien systématique avec le PIB, etc. de l'année suivante. Ces liens sont ensuite évalués par des procédés économétriques. Les modèles qui en résultent sont encore soumis à des tests de solidité et de stabilité.

Pour formuler ses prévisions, l'USS introduit dans ses modèles les valeurs d'indicateurs les plus récentes. Dans le cas du PIB, par exemple, l'USS s'appuie sur les attentes en matière de commandes ou sur les volumes d'achats planifiés par les entreprises, mais aussi sur l'évolution actuelle des taux de change. Le PIB ainsi calculé est pris en compte dans les prévisions du taux de chômage, ce qui garantit la cohérence du scénario.

Cette méthode présente l'avantage de se passer d'hypothèses sur la conjoncture mondiale ou sur l'évolution des marchés financiers, contrairement aux statistiques du KOF par exemple. Aussi étonnant que cela puisse paraître, il semblerait que de nombreuses banques ne recourent à aucun modèle pour établir leurs prévisions conjoncturelles.

Faible croissance dans la plupart des branches économiques suisses

5. Signes de faiblesse dans l'industrie

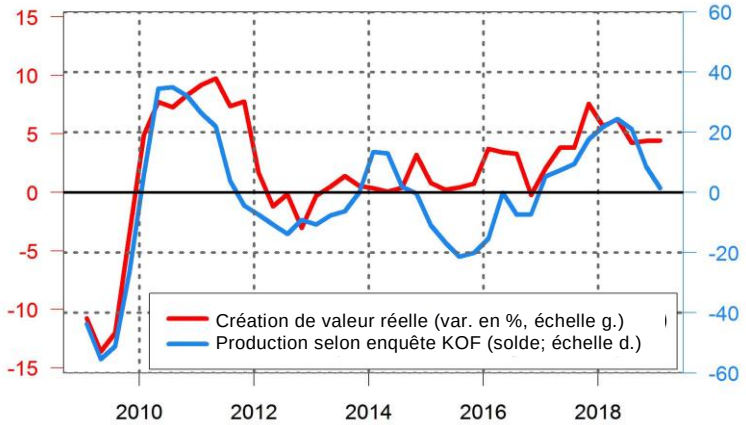
La croissance de la production industrielle a fléchi depuis le début de l'année. Au premier trimestre 2019, la production a retrouvé le niveau de l'année précédente (croissance nulle). La valeur ajoutée fournie par l'industrie a néanmoins progressé d'un peu plus de 4% depuis la mi-2018 par rapport aux mêmes mois de l'année précédente.

Les valeurs actuelles de l'indice PMI Industrie n'incitent guère à l'optimisme. Depuis le mois d'avril, cet indicateur précoce pour l'industrie suisse se situe en dessous de 50 points, ce qui signifie que la production industrielle est en recul. Par contre et conformément à l'évolution internationale, le secteur des services continue d'apporter des contributions positives à la croissance, même si l'indice PMI Services est en repli depuis la mi-2018.

Les investissements en biens d'équipement ont à nouveau progressé au premier trimestre 2019, après s'être repliés aux deux derniers trimestres 2018. Le taux effectif d'investissements en biens d'équipement de la Suisse reste ainsi stable à près de 16%, chiffre légèrement supérieur au boom d'avant la crise financière. Globalement, on observe depuis les années 1980 une tendance haussière des investissements suisses en biens d'équipement. Leur croissance est également élevée en comparaison internationale, dépassant légèrement les valeurs affichées en Allemagne et dans l'UE.

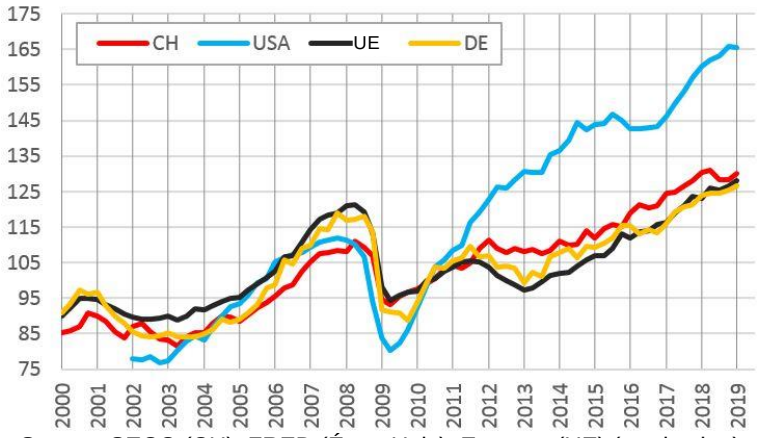
La statistique des exportations montre que l'industrie suisse a conservé son dynamisme. Depuis le troisième trimestre 2018, la croissance des exportations est surtout tirée par l'industrie pharmaceutique, alors que la branche des instruments et appareils de précision progressait à nouveau vigoureusement. Les exportations de métaux ont toutefois diminué, après avoir enregistré au premier trimestre 2018 un record pluriannuel. Leur baisse de 95 à 85 points (-10%) serait notamment due à la politique commerciale des États-Unis et de l'UE, qui a freiné la demande étrangère de produits métalliques suisses.

Création de valeur et production dans l'industrie
(variation par rapport à l'année précédente, solde de l'enquête)



Source: estimation trimestrielle du PIB du SECO (création de valeur); enquête du KOF (production)

Croissance des investissements en biens d'équipement, en comparaison internationale
(indice: 2010 = 100)



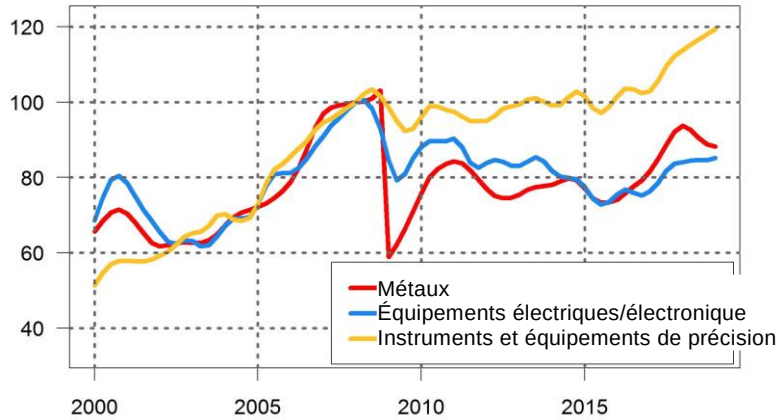
Source: SECO (CH); FRED (États-Unis); Eurostat (UE) (production)

Les exportations de l'industrie MEM évoluent de manière contrastée. Alors que la demande d'instruments de précision progressait, les exportations d'équipements électriques ont stagné et celles de l'industrie des métaux ont même récemment diminué. Cette baisse apparue au deuxième trimestre 2018 coïncide avec le tour de vis protectionniste donné par les États-Unis à leur politique commerciale face à la Suisse et à l'UE. Il n'a toutefois touché que ponctuellement les exportations suisses, et n'explique à lui seul qu'en partie leur recul. La baisse de la demande chinoise pèse davantage au niveau international sur la demande et le commerce mondial. Les exportations de l'UE et du Japon à destination de la Chine sont également en repli. La guerre commerciale avec les États-Unis n'est donc qu'une des composantes, et d'autres facteurs ont freiné la demande chinoise de machines industrielles et d'autres biens d'investissement – recul des investissements publics dans les infrastructures, réformes de politique économique du gouvernement central (p. ex. resserrement du crédit aux entreprises), ou encore mutations structurelles vers une société de services.

La branche horlogère et la production de composants horlogers ont poursuivi leur redressement après l'effondrement de 2015 dû à l'abandon du taux plancher. Là encore, les exportations ont augmenté de façon continue depuis le deuxième semestre 2017 et affichent un rythme de croissance élevé. Une certaine stagnation est récemment apparue, mais il pourrait s'agir d'un bref répit après la croissance élevée ininterrompue des deux dernières années. Le Brexit imminent avait encore donné un coup d'accélérateur à cette croissance: les livraisons de montres en Grande-Bretagne ont en effet bondi de 58% en février et même de 76,4% en mars, alors que les incertitudes entourant sa sortie de l'Union européenne poussaient les fabricants horlogers suisses à accroître les stocks de leurs enseignes londoniennes pour être à même de réagir à tous les scénarios. Le rythme des exportations vers le Royaume-Uni a toutefois ralenti en avril, affichant même une baisse de 3,7% en mai. Pendant ce temps, d'autres pays prenaient le relais (Chine, Émirats arabes unis, Japon, Singapour, mais aussi États-Unis et France).

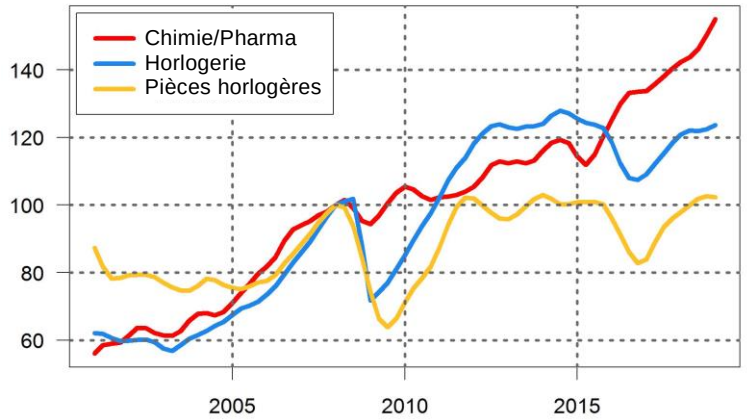
Les exportations nominales des industries pharmaceutique et chimique continuent d'afficher un rythme de croissance très élevé, que rien ne semble pouvoir arrêter. La raison tient tant à l'évolution démographique qu'à l'émergence d'une classe moyenne en Asie.

Exportations nominales des branches MEM
(2008=100, données désaisonnalisées et corrigées des valeurs extrêmes



Source: Administration fédérale des douanes AFD (séries corrigées des jours ouvrables)

Exportations nominales dans l'horlogerie et la chimie/pharma
(2008=100, données désaisonnalisées et corrigées des valeurs extrêmes)



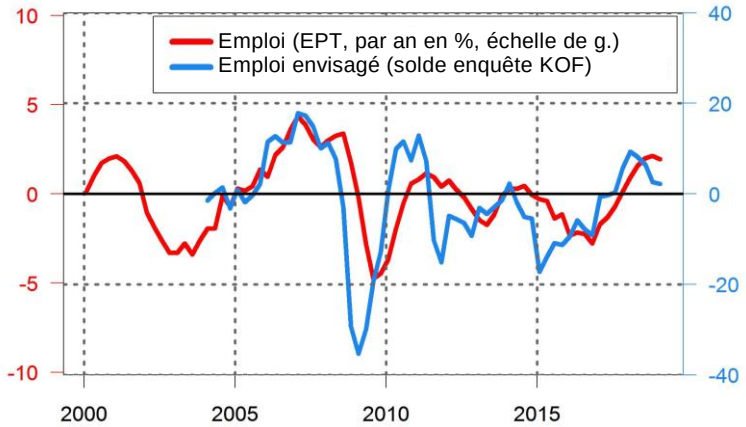
Source: Administration fédérale des douanes AFD (séries corrigées des jours ouvrables)

Grâce à la croissance ininterrompue bien que modérée de l'industrie, l'emploi a progressé pour le sixième trimestre d'affilée, affichant dernièrement une hausse de 2% par rapport à l'année précédente. La croissance devrait toutefois ralentir au cours des prochains mois, étant donné que les entreprises industrielles sont devenues plus réticentes à étoffer leurs effectifs.

D'importantes branches comme la fabrication de produits métalliques (+5,4%), l'horlogerie et les instruments de précision (+4,5%), la construction de véhicules (+2,8%) ou encore l'industrie des machines (+1,7%) ont enregistré, par rapport au même trimestre de 2018, une croissance de l'emploi nettement supérieure à la moyenne d'ensemble de l'industrie (+1,6%). Dans l'industrie des machines, branche mise à rude épreuve par la crise économique et financière et par le franc fort, la croissance annuelle de l'emploi a atteint au premier trimestre 2019 son plus haut niveau depuis 2007. Les pertes d'emplois dues à la crise ne sont pas pour autant comblées: l'industrie des machines compte encore, avec 74 000 équivalents plein temps, 5000 postes en moins qu'en 2012. Quant à la chimie (+1,6%) et à la branche pharmaceutique (+1,4%), elles affichent une hausse de l'emploi moindre que dans le passé. L'emploi y avait connu jusque-là une croissance vigoureuse, et ces valeurs de base élevées auront freiné la croissance. Forte de quasiment 45 000 équivalents plein temps, l'industrie pharmaceutique compte d'ailleurs près de 11 000 postes à plein temps en plus qu'en 2009. Pour résumer, l'évolution de l'emploi demeure contrastée entre les différentes branches du secteur secondaire.

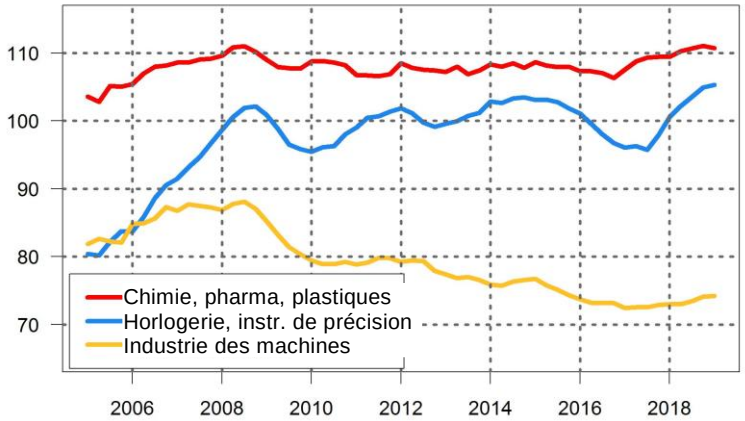
Les prévisions d'emploi des entreprises demeurent positives, alors même que leurs intentions d'embauche sont en recul au deuxième trimestre 2019.

Emploi et prévisions en matière d'emploi dans l'industrie
(données désaisonnalisées)



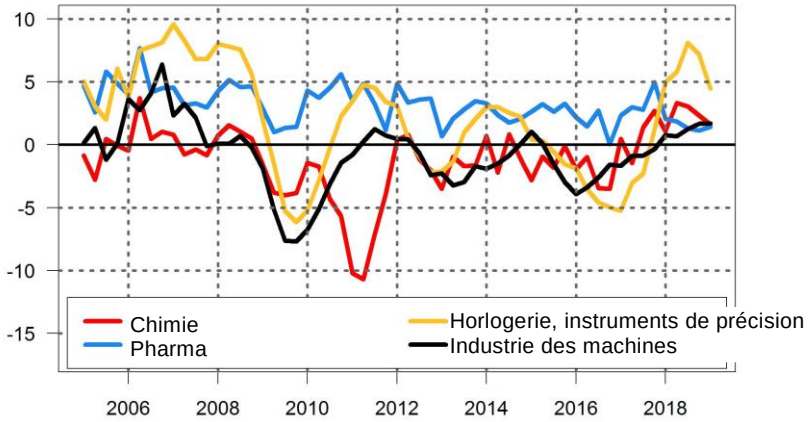
Source: OFS STATEM (emploi); enquête KOF (activité prévue)

Emploi dans d'importantes branches industrielles
(en équivalents plein temps, données désaisonnalisées)



Source: OFS STATEM

Croissance de l'emploi dans d'importantes branches industrielles
(en EPT, données désaisonnalisées, variation en % par rapport à l'année précédente)

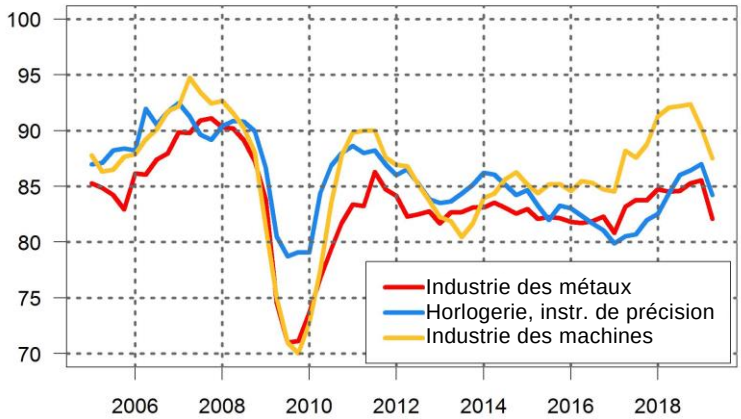


Source: OFS STATEM

Les capacités de production ont été légèrement moins bien exploitées au premier trimestre 2019 que le trimestre précédent. Ce recul touche l'ensemble de l'industrie, mais il faut bien dire que le taux d'exploitation des trimestres précédents était particulièrement élevé. Les stocks ont été reconstitués – là encore, il pourrait s'agir d'un effet du Brexit. La demande et dès lors le taux d'utilisation des capacités avoisinent désormais leur niveau à long terme.

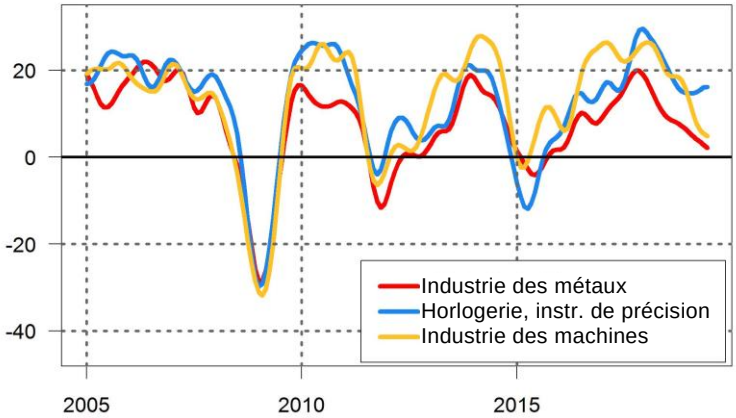
Ce dernier devrait se stabiliser ces prochains mois à son niveau actuel, sachant que les entreprises s'attendent à des entrées de commandes constantes ou en légère progression.

Exploitation des capacités dans d'importantes branches industrielles
(en pourcentage, données désaisonnalisées)



Source: KOF, enquête sur la conjoncture dans l'industrie

Entrées de commandes attendues dans les trois prochains mois
(solde selon enquête du KOF, données désaisonnalisées et corrigées des valeurs extrêmes)



Source: KOF, enquête sur la conjoncture dans l'industrie

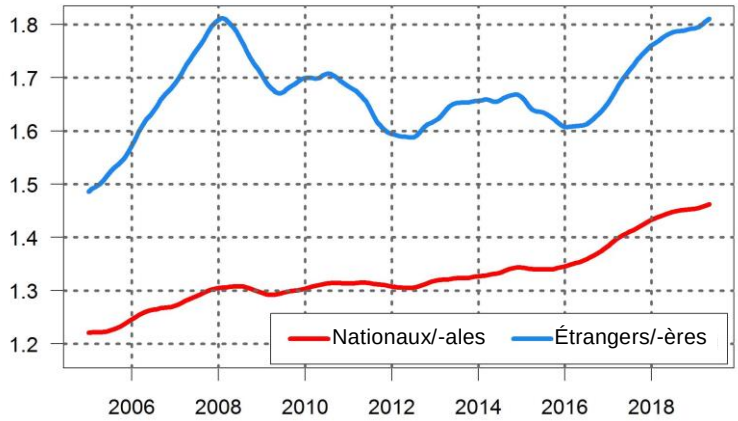
6. Nuitées au niveau d'avant la crise, augmentation progressive de l'emploi dans l'hôtellerie-restauration

La reprise se confirme dans le tourisme et dans l'hôtellerie-restauration. Les nuitées étrangères ont retrouvé en 2018, en moyenne annuelle, leur niveau record de 2008. La demande étrangère a augmenté l'année dernière de 4,2% sur douze mois – malgré la détérioration de la conjoncture et la légère appréciation du franc. La clientèle indigène ayant progressé de 2,6%, les nuitées ont bondi en tout de 3,5% en 2018. Cette tendance positive s'est poursuivie en 2019. La croissance des nuitées entre janvier et mai atteint 1,5%. Là encore, la hausse a été plus vigoureuse parmi les visiteurs étrangers.

La plupart des visiteurs étrangers viennent toujours d'Europe, avec 11 millions de nuitées, à commencer par l'Allemagne (3,9 millions de nuitées: +3,9%). Les États-Unis se classent en deuxième position (2,2 millions: +10,1%), suivis du Royaume-Uni (1,7 million: +2,3%) et de la Chine (1,4 million sans Hongkong et Taiwan: +6,3%). En ce début d'année 2019 (janvier à mai), la clientèle européenne a certes été légèrement moins nombreuse qu'à la même période de l'année précédente (-1,1%), mais la forte croissance des marchés asiatique (Hongkong: +17,5%; Chine: +8,9%; Japon: +4,8%) et américain (+12%) ont compensé cette baisse.

En dépit du franc fort, la Suisse demeure donc une destination touristique prisée. Selon le KOF, les perspectives s'annoncent aussi positives pour la saison estivale 2019. La demande indigène devrait rester robuste malgré le ralentissement conjoncturel, car la situation du marché du travail helvétique est toujours bonne. Par contre, il faut s'attendre à une croissance un peu moins rapide qu'en 2018 de la demande étrangère, la situation conjoncturelle internationale s'étant assombrie. Les prévisions du KOF restent néanmoins optimistes pour les prochaines années touristiques jusqu'en 2021. La croissance continuera à venir des marchés lointains, notamment de la clientèle originaire d'Asie et d'Amérique du Nord. De même, à moins d'une nouvelle appréciation du franc, la reprise des nuitées en provenance de la zone euro devrait se poursuivre. Les perspectives restent par contre mitigées pour le tourisme transfrontalier de France et d'Italie. La demande intérieure devrait également perdre de son dynamisme, en raison de la situation économique moins favorable. Concrètement, le KOF s'attend pour l'année touristique en cours à une hausse des nuitées de l'ordre de 1,5%, puis de 2% pour les années touristiques 2020 et 2021. Ces prévisions pèchent toutefois un peu par optimisme, car elles ne prennent pas suffisamment en compte de la problématique du pouvoir d'achat en Suisse.

Nuitées dans les hôtels suisses
(en millions, données désaisonnalisées et corrigées des valeurs extrêmes)



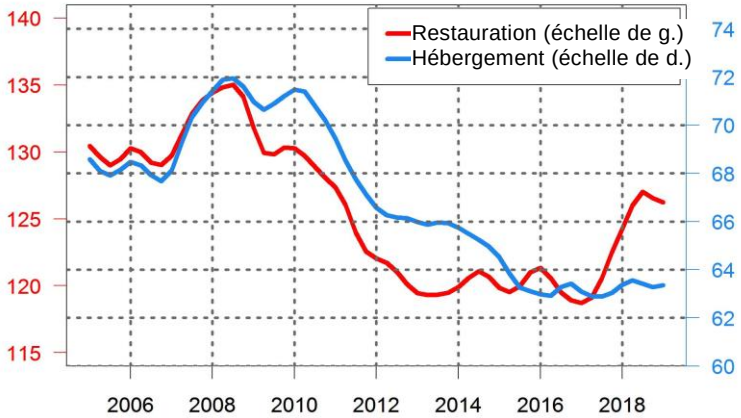
Source: OFS, statistiques de l'hébergement

Création brute de valeur dans l'hôtellerie-restauration
(effective, en millions de CHF, données désaisonnalisées)

Source: SECO, estimation trimestrielle du PIB

La valeur ajoutée brute dans l'hôtellerie et la restauration est en hausse constante depuis 2016. En 2018, la croissance a été de 3,6% par rapport à l'année précédente (2017: +2,5%). Un léger recul (-0,6%) est apparu pour la première fois, au premier trimestre 2019. Mais la baisse devrait être passagère et les prévisions du KOF tablent pour 2019 et 2020 sur une croissance annuelle de la valeur ajoutée brute dans le secteur du tourisme de 2,2% et 2,5%.

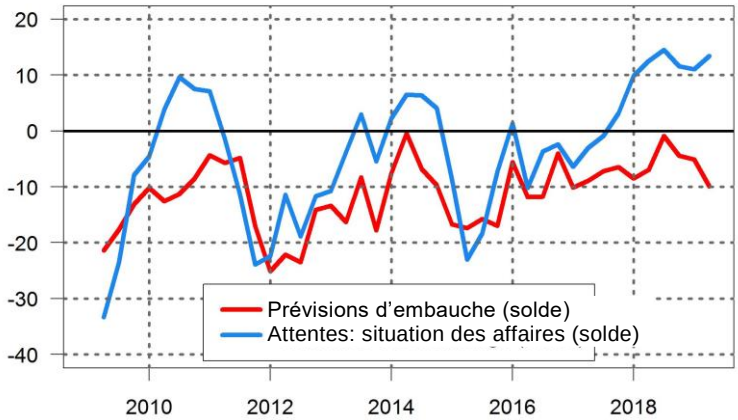
Emploi dans l'hôtellerie-restauration
(équivalents plein temps x 1000, données désaisonnalisées et corrigées des valeurs extrêmes)



Source: OFS, STATEM

Même si la progression des nuitées n'a pas encore d'impact sur l'embauche dans l'hôtellerie, l'évolution de l'emploi y est du moins stable depuis 2015, où un niveau plancher avait été atteint. Dans la restauration, le creux de la vague a été dépassé au début de 2017. L'emploi a connu par la suite une forte croissance. Cet élan a toutefois marqué au quatrième trimestre 2018 une pause qui s'est prolongée au premier trimestre 2019, malgré un hiver bien enneigé.

Attentes concernant l'emploi et la marche des affaires dans l'hôtellerie-restauration
(solde selon enquête du KOF, désaisonnalisé)



Source: KOF, enquête conjoncturelle dans les services

Dans la restauration, la marche des affaires est toujours jugée satisfaisante. Les établissements signalent même que la demande évolue positivement. Or ces perspectives réjouissantes n'ont pas de retombées en termes de création d'emplois. En comparant les attentes quant à la marche des affaires des six mois à venir avec les prévisions d'embauche dans l'hôtellerie-restauration, on constate que ces deux indicateurs ont enregistré une évolution divergente depuis deux ans. Alors que la marche de affaires prévue n'a cessé de s'améliorer et devrait continuer de le faire, les perspectives d'emploi restent négatives. Les entreprises prévoient donc plutôt de réduire leurs effectifs que de les augmenter. Comme de surcroît la création de valeur ajoutée brute est en hausse, on est en droit de se demander si la reprise n'a pas lieu aux dépens du personnel: la main-d'œuvre est moins nombreuse à assurer la bonne marche des affaires – pour des salaires réels n'augmentant que faiblement.

7. Le commerce de détail reste un boulet pour la conjoncture interne

Immobilisme dans le commerce de détail et nouveau recul de l'emploi

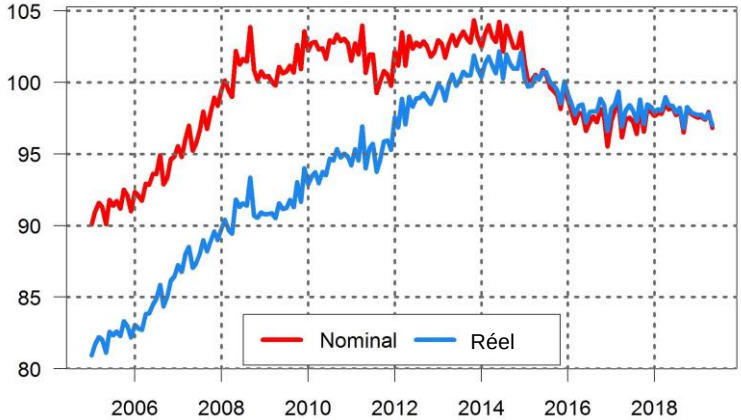
Le chiffre d'affaires réel du commerce de détail s'est à nouveau contracté en 2018, mais de 0,15% seulement. Autrement dit, la marche des affaires s'est largement stabilisée par rapport aux fortes baisses des années précédentes, pour afficher une évolution linéaire. On le voit aussi dans le graphique ci-après, figurant l'évolution du chiffre d'affaires nominal et réel. Or une analyse des segments du commerce de détail révèle qu'en dehors de l'électronique de loisirs, des denrées alimentaires, des boissons et du tabac, les chiffres d'affaires n'ont progressé nulle part. L'électronique de loisirs en particulier a amélioré ses ventes de 3,1% par rapport à 2017. Il est vrai que ce segment affiche depuis des années une croissance élevée et robuste, qui a toutefois un peu ralenti ces derniers temps.

La lente agonie des segments de l'habillement et de la chaussure est particulièrement dramatique. Depuis le choc du franc de 2015, leur chiffre d'affaires a fortement baissé, et la tendance s'est poursuivie au premier trimestre 2019. Les achats de vêtements et de chaussures se font toujours plus à l'étranger, ou dans des boutiques en ligne étrangères. En outre, le prix des chaussures a chuté de 8% depuis 2010, pour toute une série de raisons (tourisme d'achat, prix à l'importation plus attrayants, féroce concurrence due au commerce en ligne). Dans l'habillement par contre, les prix sont repartis à la hausse depuis 2015.

Aujourd'hui encore, les enseignes suisses se taillent la part du lion dans le négoce en ligne, dans l'électronique domestique notamment. Et comme le commerce de détail comprend à la fois le commerce traditionnel et celui en ligne, les achats réalisés par Internet auprès d'entreprises indigènes y sont dûment comptabilisés. Seuls les achats effectués dans des boutiques en ligne étrangères n'occupant pas de personnel en Suisse échappent à la statistique du chiffre d'affaires. Cette absence constitue certainement un biais dans le segment de l'habillement, où opèrent des géants comme Zalando, ou dans celui des livres et autres médias (Amazon). En effet, les ménages privés consacrent 3,6% de leurs dépenses à l'habillement et aux chaussures, contre 3,9% pour les articles de loisirs (sans les voyages à forfait ni les services culturels et récréatifs). À titre de comparaison, les denrées alimentaires, les boissons et le tabac, qui représentent 13,5% des dépenses des ménages, comptent pour 41% dans les chiffres d'affaires du commerce de détail.

Le commerce de détail pâtit des pressions persistantes subies par le pouvoir d'achat réel des consommateurs: la hausse tant des primes d'assurance-maladie que des frais de santé et des dépenses de logement, mais aussi la hausse des cotisations et les coupes dans les rentes du deuxième pilier, pèsent sur le revenu disponible des ménages. Par ailleurs, les augmentations de salaire laissent à désirer depuis 2017, si bien qu'avec le retour de l'inflation, les moyens de subsistance des revenus ne se sont pas améliorés. Dans ces conditions, il ne faut pas s'attendre à une rapide reprise dans le secteur du commerce de détail.

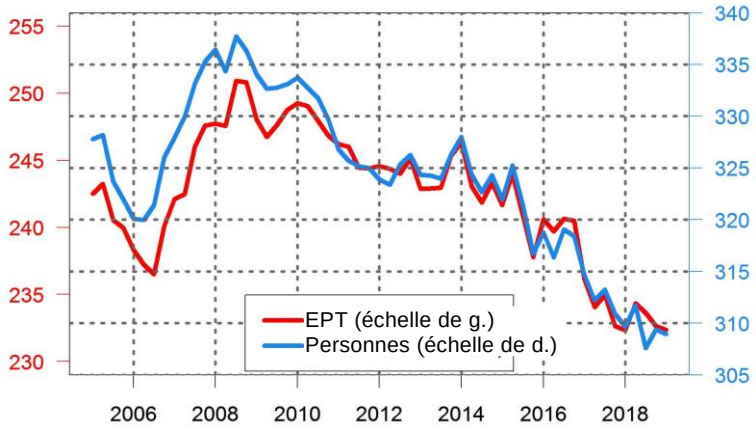
Chiffres d'affaires du commerce de détail
(2015=100, données désaisonnalisées)



Source: OFS, statistique du chiffre d'affaires du commerce de détail

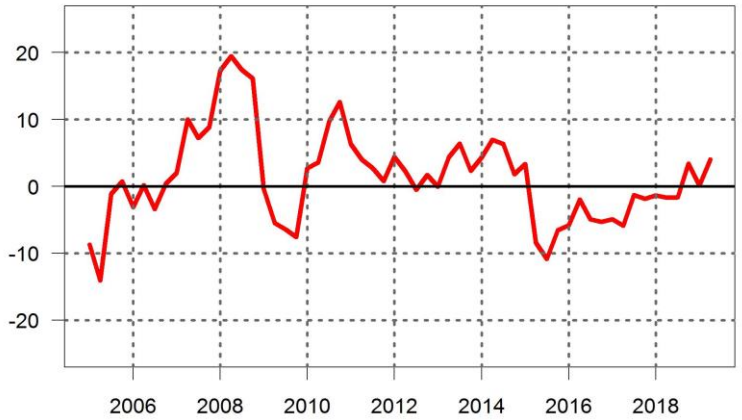
L'évolution atone du commerce de détail durant les dernières années a hélas eu des retombées négatives sur l'emploi. Après avoir stagné en 2012-2014, les effectifs du secteur (qui s'étaient effondrés lors de la crise financière et économique) reculent à nouveau, trimestre après trimestre, de 0,3% en moyenne. Au premier trimestre 2019, l'emploi désaisonnalisé en équivalents plein temps était inférieur de 4,5% à la moyenne de 2014, près de 11 000 emplois ayant disparu dans l'intervalle. Et aucun changement n'est en vue, faute de croissance des revenus disponibles. Quoi qu'il en soit, les enquêtes du KOF font état au premier trimestre 2019 d'une amélioration minime de l'emploi dans la branche: une faible majorité des commerces de détail prévoient d'étoffer leurs effectifs. Dans les grandes enseignes (>45 salariés), les attentes en matière d'emploi sont redevenues positives et progressent depuis le début de 2018. Ce sont par conséquent surtout les plus petites entreprises qui doivent se battre. Paradoxalement, les données désaisonnalisées du chômage poursuivent leur repli dans le commerce de détail malgré les disparitions de postes. Depuis juillet 2017, le chômage y a diminué de 10 800 à 7900 personnes (-27%). Mais il faut dire qu'une part des anciens employés du commerce de détail quittent la branche ou cessent d'apparaître dans les statistiques du chômage, à leur arrivée en fin de droit.

Effectifs du commerce de détail
(x1000, données désaisonnalisées)



Source: OFS STATEM

Emploi prévisionnel dans le commerce de détail
(solde selon enquête KOF, désaisonnalisé)



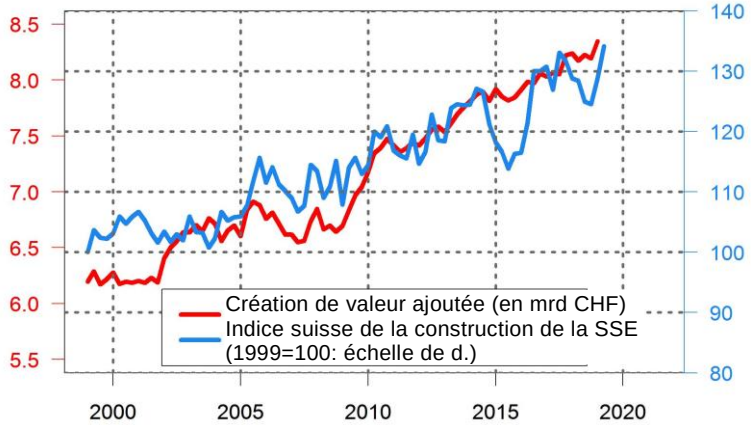
Source: KOF enquête sur la conjoncture dans le tertiaire

Solide conjoncture dans la construction

La valeur ajoutée réelle dans la construction est en constante progression et a atteint un nouveau record historique, tout comme la production. Les enquêtes du KOF le confirment: les entreprises ont fait état d'un volume d'activité en hausse depuis le troisième trimestre 2018. Au deuxième trimestre 2019 également, les entreprises du bâtiment s'attendent à une légère augmentation d'activité, tandis qu'un tassement s'annonce plutôt dans le génie civil. Le degré d'utilisation des capacités des machines et des appareils s'est également stabilisé tout en demeurant élevé, à 78% dans le secteur principal de la construction. Dans le second œuvre aussi, cet indicateur demeure stable et avoisine 74%.

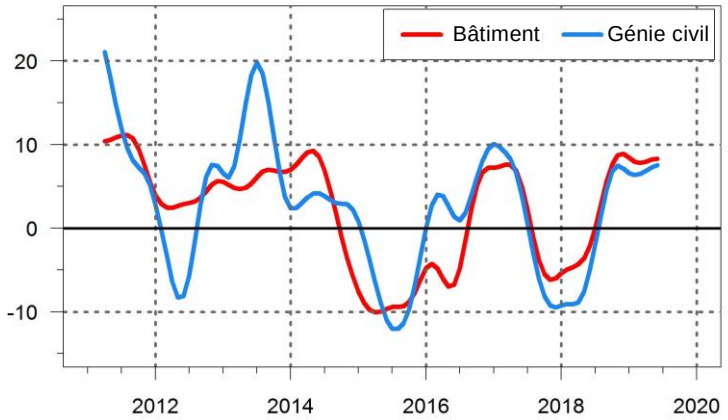
Les investissements nominaux dans la construction ont progressé au premier trimestre 2019 de 1,7% par rapport à l'année précédente. Leur quote-part au PIB reste constante à un peu moins de 9% depuis 2016, résultat conforme à la moyenne des 20 dernières années. L'activité de construction ne pèse donc pas d'un poids excessif dans le PIB, malgré la bonne conjoncture.

Construction: création de valeur et production
(données désaisonnalisées)



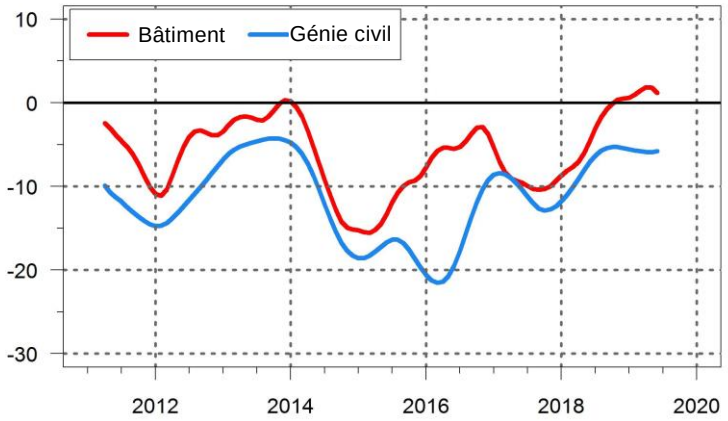
Source: SECO, estimation trimestrielle du PIB (création de valeur), SSE (indice de la construction)

Activité des trois derniers mois dans la construction
(données désaisonnalisées et corrigées des valeurs extrêmes)



Source: enquête du KOF

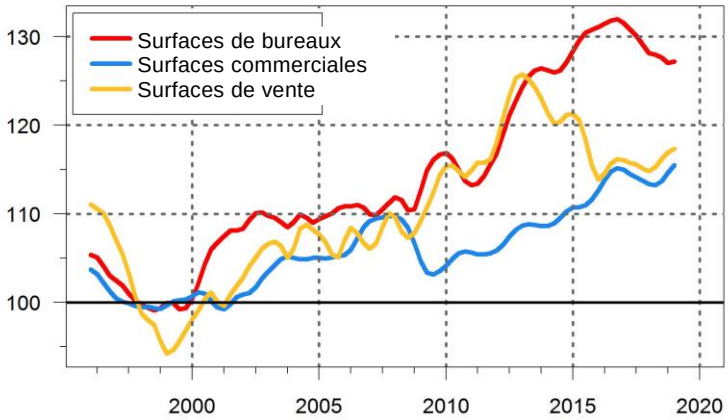
Activité des trois mois à venir dans la construction
(données désaisonnalisées et corrigées des valeurs extrêmes)



Source: enquête du KOF

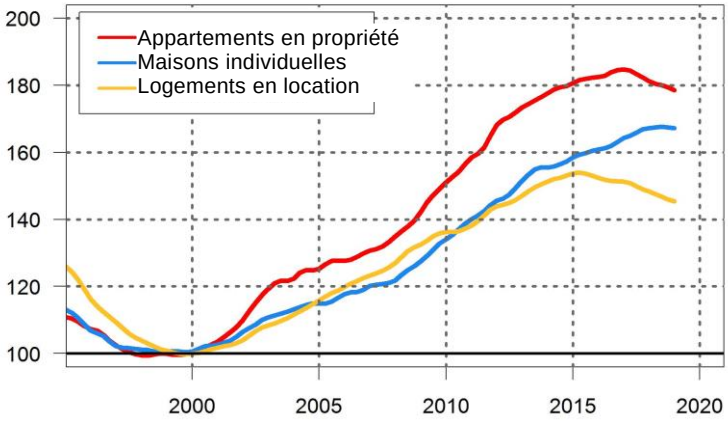
Les prix dans l'immobilier continuent de se normaliser, heureusement sans brutale correction. Ainsi, UBS juge à nouveau les risques de bulle immobilière moindres qu'au trimestre précédent ou qu'en été 2017. Autrement dit, une détente bienvenue se fait sentir, malgré la bonne conjoncture dans le bâtiment. Les risques d'offre pléthorique et de viabilité n'ont pas pour autant disparu au niveau régional. La persistance des faibles taux d'intérêt et la déductibilité fiscale des dettes hypothécaires poussent de surcroît à s'endetter. Il faudra par conséquent continuer à surveiller de près la situation du marché immobilier.

Indice des prix de l'offre de surfaces commerciales
(T1 2000 = 100, données désaisonnalisées et corrigées des valeurs extrêmes)



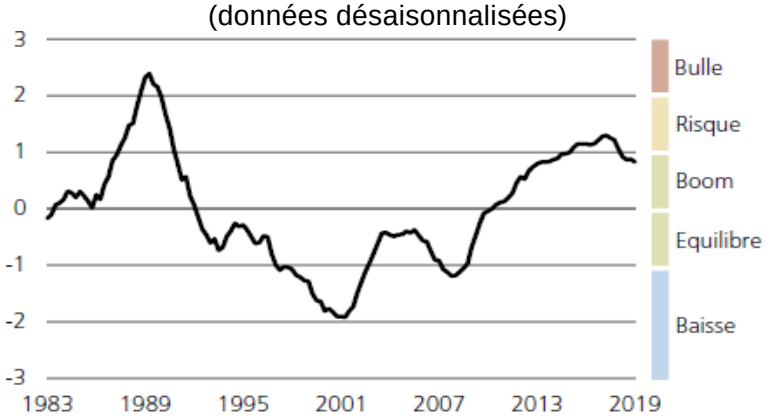
Source: BNS, indice des prix de l'immobilier

Indice des prix de l'immobilier résidentiel
(T1 2000 = 100, données désaisonnalisées et corrigées des valeurs extrêmes)



Source: BNS, indice des prix de l'immobilier

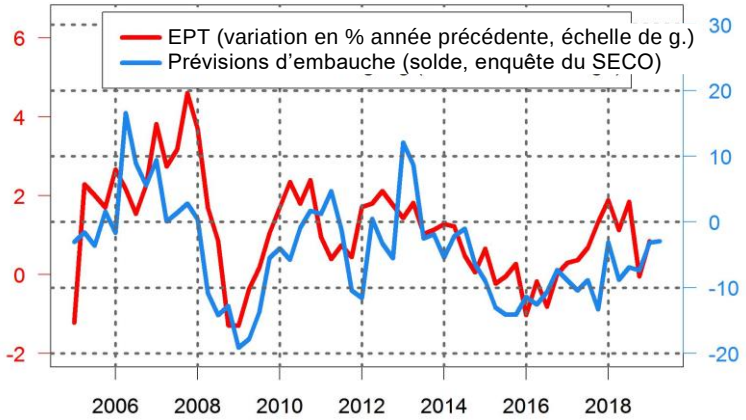
UBS, indice du risque de bulle immobilière
(données désaisonnalisées)



Source: UBS immobilier suisse, UBS Swiss Real Estate Bubble Index, T1-2019

L'emploi a récemment rebondi dans la construction (+0,8%), après avoir stagné au dernier trimestre 2018. Les résultats de l'enquête du KOF indiquent une croissance de l'emploi certes faible, mais stable. Comme dans l'industrie, la pénurie de main-d'œuvre s'est récemment accentuée dans le gros œuvre. 33,5% des entreprises voient dans le manque de personnel une menace pour la marche normale des affaires, résultat bien supérieur à la moyenne pluriannuelle de 20%. Cette situation touche même 50% des entreprises actives dans les travaux de construction.

Évolution de l'emploi dans la construction
(données désaisonnalisées)



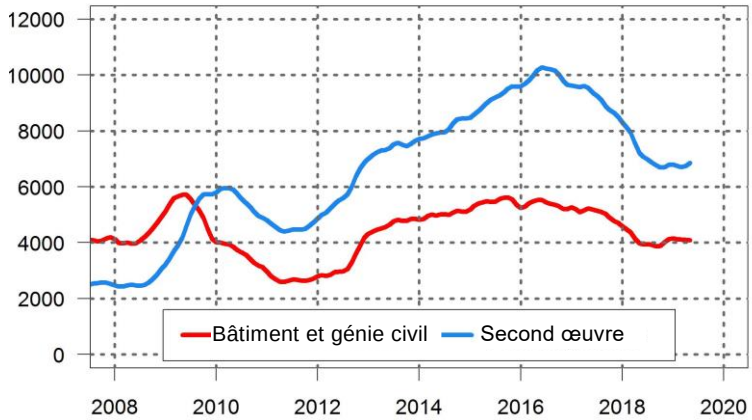
Source: OFS STATEM (emploi), enquête conjoncturelle KOF dans la construction (activité prévue)

Pénurie de main-d'œuvre dans le secteur principal de la construction
(données désaisonnalisées)

Source: enquête du KOF

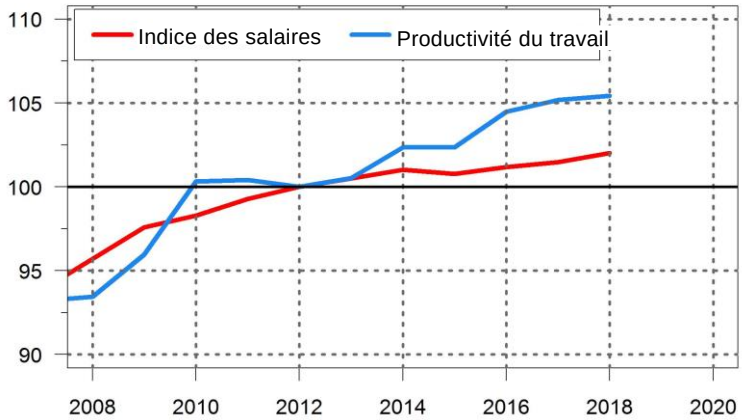
En dépit de la nette aggravation de la pénurie de main-d'œuvre, le nombre de chômeurs n'a pas connu de nouvelle baisse, mais s'est stabilisé au cours des derniers mois dans le secteur principal de la construction et surtout dans le second œuvre. Or si dans le bâtiment et le génie civil le chômage a retrouvé son niveau d'avant la crise de 2008, la situation demeure critique dans le second œuvre: à l'heure actuelle, il y a quasiment trois fois plus de personnes annoncées au chômage dans le second œuvre qu'en 2008.

Chômage dans le secteur principal de la construction et le second œuvre
(personnes, données désaisonnalisées)



Source: SECO amstat.ch

Productivité réelle du travail et indice des salaires dans la construction
(T1 2012 = 100)



Source: SECO, estimation trimestrielle du PIB; OFS, STATEM; OFS, ISS; propres calculs

La bonne marche globale des affaires dans la construction se traduit par une forte productivité réelle du travail. Elle s'est améliorée de 0,5% en un an et se situait 13,7% au-dessus de son niveau de 2009, au premier trimestre 2019. Autrement dit, les travailleurs apportent une contribution majeure à la création de valeur du secteur. Les salaires n'en tiennent toutefois pas suffisamment compte et il reste un important besoin de rattrapage. Tant l'augmentation des entrées de commandes, que les réserves de travail élevées et la croissance du nombre d'emplois indiquent que le chiffre d'affaires devrait se maintenir durant l'exercice 2019 au niveau élevé des deux années précédentes.